



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 12 (2025)

### Faits saillants

- ❖ Indonésie : taux directeur maintenu à 5,75 % sur fond de pressions sur la devise
- ❖ Vietnam : visite d'une délégation de 64 entreprises américaines du 18 au 21 mars
- ❖ Cambodge : 80 M EUR d'investissement européen pour le secteur agricole

### LE CHIFFRE À RETENIR

**3,5 Mt**

Nouvelle estimation  
des réserves  
vietnamiennes de  
terre rares (6<sup>e</sup> réserve  
mondiale)

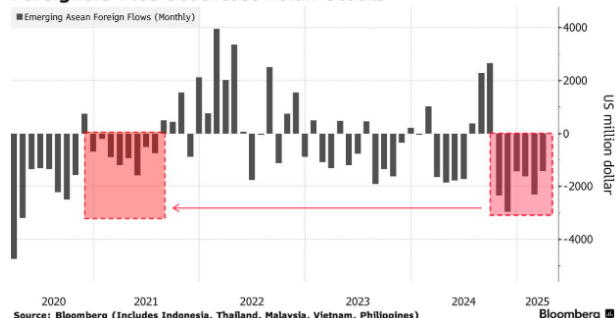
### Région

#### Baisse marquée des marchés boursiers

Les marchés boursiers régionaux connaissent une correction marquée à la mi-mars, caractérisée par des sorties nettes de capitaux pour le 6<sup>e</sup> mois consécutif.

L'Indonésie, en particulier, aurait enregistré des retraits de capitaux avoisinant les 1,8 Md USD depuis le début de l'année. L'indice MSCI ASEAN reflète cette tendance baissière, alimentée à la fois par les incertitudes liées aux politiques de l'administration Trump et celles propres à chaque pays. En Indonésie, notamment, la situation économique et la consolidation du pouvoir par Prabowo suscitent quelques craintes des investisseurs. En Thaïlande, les marchés reculent malgré un soutien à hauteur de 4,5 Md USD. Quant à la Malaisie, les craintes portent sur l'impact de l'éventuelle instauration de droits de douane américains sur son secteur des semi-conducteurs. Ainsi, en dépit de valorisations faibles (PER de 10 pour l'Indonésie et les Philippines, et de 12 pour la Thaïlande), la prudence prévaut parmi les investisseurs.

Foreigners Flee Southeast Asian Stocks



Source: Bloomberg (Includes Indonesia, Thailand, Malaysia, Vietnam, Philippines)

Bloomberg

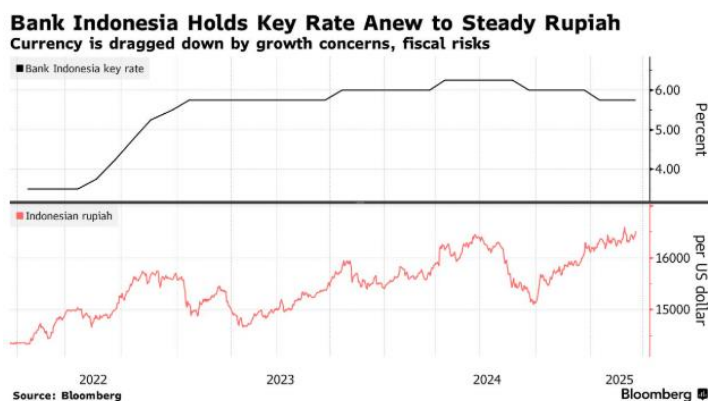
## Renforcement des relations entre Singapour et la Thaïlande avec cinq nouveaux accords

En marge d'une réunion ministérielle réunissant les autorités des deux pays, Singapour et la Thaïlande ont signé cinq mémorandums d'entente (MoU) visant à renforcer leurs liens commerciaux et d'investissement. Ces accords couvrent plusieurs secteurs, dont le commerce agroalimentaire, le numérique, les crédits carbone et le tourisme. En 2024, les échanges bilatéraux ont atteint près de 33 Md USD, faisant de la Thaïlande le 9e partenaire commercial de Singapour et son 3e au sein de l'ASEAN. Singapour est le 1er investisseur étranger en Thaïlande, avec 12 Md USD d'investissements directs, soit 43 % du total dans le pays. Parmi les accords signés figurent : i) un partenariat entre la fintech singapourienne iFast et le thaïlandais TSFC Securities pour développer une plateforme innovante dédiée aux obligations offshore ; ii) une collaboration entre Shopee et le ministère thaïlandais du Commerce visant à promouvoir les produits locaux sur la plateforme ; iii) des accords entre associations de la filière viande destinés à renforcer la coopération en matière de production et de sécurité alimentaire.

## Indonésie

### Maintien du taux directeur à 5,75 %

Bank Indonesia (BI) a maintenu son taux directeur à 5,75 % lors de sa réunion mensuelle du 18 mars, conformément aux attentes du marché. La décision vise à préserver la stabilité de l'économie et la devise indonésienne dans un contexte d'importantes incertitudes mondiales, notamment liées aux annonces de tarifs douaniers par l'administration Trump et à leurs effets sur l'économie mondiale, et aux fluctuations du taux de change. En effet, la roupie indonésienne a gagné 0,94 % par rapport au dollar au 18 mars 2025, après une dépréciation de 1,69 % en février 2025 en g.m. Malgré ces pressions sur la roupie, BI mise sur l'entrée de capitaux étrangers, notamment via le placement d'émissions obligataires souveraines, qui pourraient soutenir la monnaie. Depuis que le taux directeur de la BI a atteint un pic à 6,25 % en avril 2024, la banque centrale a assoupli sa politique monétaire en réduisant le taux d'intérêt de 25 points de base en septembre 2024, puis à nouveau en janvier.



## **Assouplissement temporaire des rachats d'actions après la chute du marché boursier**

L'indice composite de la Bourse de Jakarta (JCI) a plongé de plus de 7 % ce mardi 18 mars, avant de remonter partiellement pour clôturer en baisse d'environ 5 %, entraînant une suspension temporaire des échanges pour la 1ère fois depuis la pandémie. Cette correction brutale reflète les inquiétudes des investisseurs face au ralentissement de la consommation intérieure, aux incertitudes fiscales et aux tensions politiques. Depuis début 2025, l'IDX Composite a perdu 12,1 %, avec des sorties nettes de capitaux étrangers atteignant 29 400 Md IDR (environ 1,6 Md USD). Les analystes mettent en cause notamment des mesures budgétaires controversées du président Prabowo Subianto, comme le programme de repas gratuits pesant sur les finances publiques, ainsi que des coupes budgétaires massives. Par ailleurs, des rumeurs sur une éventuelle démission de la ministre des Finances Sri Mulyani Indrawati alimentent la nervosité des marchés. Face à la plus forte chute du marché boursier depuis 2011, l'Autorité des services financiers indonésienne (OJK) a annoncé un assouplissement temporaire des règles sur les rachats d'actions. Les entreprises cotées pourront racheter leurs propres actions sans l'approbation préalable des actionnaires, et ce, pour une période de six mois.

## **Augmentation de la dette externe en janvier**

La dette extérieure de l'Indonésie a atteint 427,5 Md USD en janvier 2025, en augmentation de 5,1 % en g.a. contre 4,2 % en décembre 2024. La dette extérieure du gouvernement a notamment progressé à 204,8 Md USD (+5,3 % sur un an), soutenue par l'afflux de capitaux étrangers vers les titres souverains (SBN). À noter que 99,9 % de cette dette est à long terme. À l'inverse, la dette extérieure du secteur privé a poursuivi sa contraction à - 1,7 % en janvier, s'établissant à 194,4 Md USD. Ce repli est porté par les entreprises financières, dont la dette a reculé de 2,3 %. L'industrie manufacturière, les services financiers, l'énergie et l'exploitation minière représentent ensemble 79,4 % de la dette privée, avec 76,6 % à long terme. La structure de la dette extérieure de l'Indonésie demeure saine, avec un ratio dette/PIB en léger recul à 30,3 %, contre 30,5 % en décembre.

## **Excédent commercial pour le 58<sup>e</sup> mois consécutif**

L'Indonésie a enregistré un excédent commercial de 3,1 Md USD en février, en baisse par rapport aux 3,5 Md USD de janvier, en raison d'une hausse des importations (+5,2 %) plus rapide que celle des exportations (+2,6 %). Les exportations (22 Md USD) ont été portées par l'huile de palme (+62,2 %), notamment grâce à la réduction des taxes à l'export, tandis que les importations (18,9 Md USD) ont progressé avec la hausse des importations des métaux précieux et bijoux (+110 %). Les exportations de pétrole brut ont bondi de 169,3 %. La Chine (4,6 Md USD, -6 % en g.m), les Etats-Unis (2,3 Md USD, +0,7 %) ainsi que l'Inde (1,7 Md USD, +35 %) demeurent les principaux marchés de l'Indonésie. Côté importations, la Chine (6 Md USD, -4,6 % en g.m) et le Japon (1,3 Md USD, +9,2 %) restent les principaux fournisseurs.

# Malaisie

## Moody's : croissance prévue de 5 % en 2025

L'agence de notation Moody's prévoit une croissance de 5 % en 2025 pour la Malaisie (après +5,1 % en 2024) dans sa publication du 12 mars sur les perspectives du système bancaire malaisien. Elle estime que la diversité des partenaires commerciaux du pays permettra d'atténuer les risques liés aux hausses de tarifs douaniers et aux tensions géopolitiques. La mise en œuvre des politiques publiques lancées en 2023, telles que la Feuille de route pour la transition énergétique et la Nouvelle politique industrielle 2030, devrait stimuler les investissements. Par ailleurs, la qualité des actifs et la rentabilité du secteur bancaire demeureront stables, avec un taux de prêts non performants qui s'établirait entre 1,5 % et 1,8 %.

## Rebond de 6 % des exportations en février

Les exportations ont augmenté de 6,2 % en février en glissement annuel à 26,7 Md USD, après une quasi-stagnation en janvier (+0,3 % en g.a.), tandis que les importations ont progressé de +5,5 % en g.a. à 23,9 Md USD (après +6,2 % en g.a. le mois précédent). Ces échanges ont contribué à ralentir l'érosion de l'excédent commercial qui s'établit à 3,7 Md USD (24,0 % en g.a.) en cumulé depuis début 2025. Le secteur électrique et électronique en particulier (40 % des exportations et 35 % des importations) a enregistré en février une hausse de 18,1 % en g.a. de ses ventes à l'étranger tandis que les importations ont augmenté de 23,1 % en g.a. D'un point de vue géographique, les exportations ont augmenté en février de 3,2 % en g.a. vers la Chine (17 % du total inclus Hong Kong), de 17,2 % en g.a. vers Singapour (16 %), de 28,9 % en g.a. vers les Etats-Unis (15 %) et de 7,7 % en g.a. vers l'Union européenne/UE (8 %). Les principaux pays d'origine des importations ont été la Chine (22 % du total ; +14,6 % en g.a.), Singapour (11 % ; -2,7 % en g.a.), Taïwan (9 % ; +25,1 % en g.a.), les Etats-Unis (9 % ; +28,9 %) et l'UE (7 % ; 3,1 % en g.a.).

# Singapour

## Rebond de 8 % des exportations en février

Les exportations - hors pétrole et réexportations - ont progressé de 7,6 % en glissement annuel en février, inversant la baisse de 2,1 % enregistrée en janvier. Cette hausse, portée par les secteurs de l'électronique (+6,9 %) et du non-électronique (+7,8 %), reste en deçà des prévisions du consensus (+9,7 %). Les ventes vers les États-Unis (+21,5 %), Taïwan (+77,9 %) et l'UE (+16,7 %) ont progressé, tandis que celles vers la Chine (-27,4 %), Hong Kong (-21,2 %) et l'Indonésie (-5,3 %) ont reculé. Malgré cette reprise, les économistes craignent que les mesures américaines, notamment les droits de douane envisagés sur les semi-conducteurs et la pharmaceutique, pourrait peser sur la croissance des exportations au 2nd semestre. Les autorités tablent sur une hausse des exportations de 1 % à 3 % en 2025.

## Les ventes de fioul marin au plus bas depuis 20 mois

Les ventes de fioul marin à Singapour ont atteint 4,15 Mt en février, en baisse de 7,1 % sur un mois et de 8,1 % sur un an, selon la Maritime and Port Authority of Singapore. La demande faible depuis le début de l'année a pesé sur le marché, entraînant une chute des primes sur les livraisons. Le nombre d'escales de navires pour ravitaillement a reculé de 14,1 % sur un mois, à 3 075, un plus bas de deux ans. Le fioul à très basse teneur en soufre (VLSFO), principal carburant utilisé, a chuté à 2,07 Mt, un niveau inédit depuis plusieurs années. Les ventes de fioul à haute teneur en soufre ont reculé de 1,9 % à 1,62 Mt, tout en restant en légère hausse annuelle. En revanche, les ventes de gazoile marin ont progressé de 21,2 % à 314 600 t. Celles de biocarburants marins ont augmenté de 2,8 % à 110 900 t, avec une première livraison de B100 (100 % biofuel). Les ventes de gaz naturel liquéfié pour bunkering ont plus que quadruplé, atteignant 30 000 t. Par ailleurs, le trafic conteneurisé du port de Singapour a reculé de 5,2 % sur un mois, à 3,32 M EVP, son plus bas niveau depuis septembre.

## CMA CGM renforce sa flotte et sa coopération avec la Maritime and Porth Authority MPA

CMA CGM a annoncé l'extension de sa flotte enregistrée à Singapour et son engagement dans plusieurs projets pilotes menés avec la Maritime and Port Authority of Singapore (MPA) pour soutenir la décarbonation, la transformation numérique et la formation maritime. Dans le cadre du renouvellement du protocole d'accord signé en 2022, le groupe français immatriculera de nouveaux navires, dont quatre porte-conteneurs de 23 000 EVP propulsés au GNL, consolidant ainsi la position de Singapour comme hub stratégique. CMA CGM a investi près de 20 Md USD dans des navires au GNL et au méthanol, visant une flotte de 153 unités à carburants bas carbone d'ici 2029 et un objectif de neutralité carbone en 2050. Le groupe collaborera également avec la MPA sur une plateforme de comptabilité carbone et des formations pour l'exploitation de navires à carburants alternatifs. En matière de digitalisation, les partenaires testeront un système d'échange de données sécurisé entre navires et infrastructures terrestres, et renforceront leur coopération via les plateformes d'innovation locales PIER71 et ZEBOX. CMA CGM prévoit enfin de lancer de nouveaux services maritimes intra-Asie en s'appuyant sur le rôle de Singapour comme hub de transbordement régional.

## Vietnam

### Le Vietnam accueille la plus grande délégation d'entreprises américaines de son histoire

Une délégation composée de 64 grandes entreprises américaines, dont Apple, Boeing, Intel, Nike, Amazon et Meta, s'est rendu au Vietnam du 18 au 21 mars pour explorer des opportunités commerciales. Organisée par l'US-ASEAN Business Council (USABC) et dans le cadre du 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, cette visite vise à renforcer les relations économiques et à réaffirmer l'engagement des entreprises américaines dans le pays, alors que l'administration Trump cherche des moyens de combler le déficit bilatéral, le 3e le plus important du

pays. La délégation, la plus importante à se rendre au Vietnam, a pu rencontrer la plupart des dirigeants vietnamiens, dont le Premier ministre. Celui-ci a notamment réitéré les demandes du Vietnam à l'égard des Etats-Unis : obtention du statut d'économie de marché ; démantèlement des barrières à l'export ; retrait du Vietnam de la liste des pays vers lesquels les exportations de produits de hautes technologies sont limitées. Il a aussi demandé aux entreprises américaines d'établir des centres de maintenance aéronautique (MRO) sur les sites des aéroports de Long Thanh et Gia Binh, et de travailler avec des partenaires vietnamiens sur la 5G commerciale et la recherche dans le domaine de la 6G.

## **Revue à la baisse par le service géologique américain des estimations des réserves vietnamiennes de terres rares**

Alors que le service géologique américain estimait jusqu'ici à 22 M tonnes les réserves de terres rares dont dispose le Vietnam (20% des réserves mondiales), son rapport de mars 2025 estime désormais ces réserves à 3,5 M tonnes (environ 4% des réserves mondiales). Aucune explication n'a été fournie. Selon ces nouvelles estimations, le Vietnam ne disposerait plus que des sixièmes réserves mondiales de ces métaux. Pour rappel : ces réserves demeurent largement inexploitées. L'absence de maîtrise des technologies de traitement desdites terres est la principale cause de cet échec. La Chine fait partie des quelques pays à maîtriser ces technologies et contrôle actuellement 70% de la production mondiale. Le Vietnam est actuellement perçu par de nombreux gouvernements (dont les Etats-Unis) comme une possible alternative à la domination chinoise sur ces ressources stratégiques.

## **Le ministre vietnamien du Commerce et de l'Investissement en visite aux Etats-Unis**

Le ministre vietnamien de l'Industrie et du Commerce (MoIT), Nguyen Hong Dien, s'est rendu aux Etats-Unis les 12 et 13 mars 2025. Il a notamment pu y rencontrer le représentant américain au commerce (USTR), le secrétaire à l'Energie, le Sénateur de l'Alaska. À cette occasion, il a notamment souligné le fait que les structures exportatrices des deux pays étaient complémentaires et présenté les mesures auxquelles le Vietnam travaillait pour promouvoir les relations commerciales avec les Etats-Unis. Alors que les Etats-Unis ont enregistré un déficit commercial de 123,5 Mds USD avec le Vietnam (3e déficit bilatéral) en 2024, l'USTR a pour sa part déclaré que le Vietnam devait « trouver des solutions plus fortes pour ouvrir son marché et améliorer la balance commerciale ». Il a également évoqué la nécessité de coopérer afin de lutter contre les fausses déclarations d'origine et le contournement des droits de douane américains. Des contrats et protocoles d'entente pour un montant total de 4,5 Md USD ont aussi été signés. Ils concernent principalement le secteur du gaz naturel liquéfié (PetroVietnam), les équipements dédiés aux centrales thermiques (PetroVietnam - GE Vernova), le pétrole (PetroVietnam - Conoco Philips, Excelerate ; Binh Son - Kellogg Brown & Root, contrat de consultance), le

méthanol (Petrolimex – US Grain Council, Growth Energy, Renewable Fuels Association ; Pétrolimex – Marquis Energy, biocarburants). Dans le secteur des minéraux critiques, des protocoles d'entente ont également été signés avec Vinacomin, détenteur de la licence d'exploitation de la mine de Dong Pao (terres rares), ainsi qu'avec le leader vietnamien du tungstène, Masan High Tech (lettre d'intention avec l'US National Development Corp.).

## **Le Vice premier ministre Nguyen Hoa Binh en visite en Royaume-Uni du 16 au 19 mars**

Durant cette visite, les deux parties ont convenu de promouvoir les échanges de délégations de haut niveau afin de renforcer la confiance politique, de célébrer les 15 ans du partenariat stratégique Vietnam-Royaume-Uni et de porter les échanges bilatéraux à 10 Md USD (8,4 Md en 2024). Le dirigeant vietnamien a réaffirmé la volonté du Vietnam de renforcer son partenariat stratégique avec le Royaume-Uni et a proposé des secteurs de coopération, notamment la création des centres financiers au Vietnam, l'énergie renouvelable et les finances vertes. Le VPM vietnamien a également rencontré la banque Standard Chartered et le géant britannique Swire qui ont confirmé leur intérêt d'élargir leurs investissements au Vietnam, notamment en participant au projet de création de centres financiers internationaux à Ho Chi Minh-ville et Danang. Swire a aussi évoqué une possible participation au projet de centre de maintenance aéronautique sur le site de l'aéroport privé à Van Don (dans la province de Quang Ninh) et son souhait de partager son expérience avec le Vietnam dans le secteur d'aménagement urbain et immobilier.

## **Thaïlande**

### **Bourse thaïlandaise de retour au niveau de 2020**

L'indice boursier thaïlandais SET était coté à 1 170 points ce lundi 17 mars, son plus bas niveau depuis début avril 2020 au milieu de la pandémie. L'indice est en baisse de 16 % depuis janvier, faisant de la performance de la bourse thaïlandaise la pire des 92 indices suivis par Bloomberg. La levée de 4,5 Md USD (152 Md THB) dans le fonds public Vayupak en août dernier n'a pas freiné l'exode des investisseurs étrangers, qui ont retiré 4,2 Md USD (142 Md THB) des marchés thaïlandais en un an. Goldman Sachs, qui avait initialement salué le plan Vayupak, a dégradé sa note sur les actions thaïlandaises, pointant une croissance économique décevante et un marché surévalué. L'absence de réformes structurelles, l'endettement élevé des ménages, la politique commerciale de l'administration Trump et les résultats décevants des entreprises en 2024 aggravent la chute, alors que la récente baisse du taux directeur de la Banque de Thaïlande mettra du temps à produire des effets.

## La Banque de Thaïlande prête à soutenir l'économie

Le Comité de politique monétaire de la Banque de Thaïlande a publié le compte-rendu détaillé de sa réunion de février, lors de laquelle une baisse surprise du taux directeur à 2% (-0,25 pt) avait été votée. Ses prévisions de croissance pour 2025 sont abaissées à 2,5 %, contre 2,9 % en décembre et il indique que l'inflation pourrait également être plus basse que prévue sans donner de chiffre, sous l'effet d'importations compétitives. Droits de douane américains mis à part, le comité pointe particulièrement la faiblesse du secteur industriel thaïlandais, qui souffre à la fois d'un manque de réformes structurelles et de la compétition internationale, ainsi que la situation financière dégradée de nombreux ménages et entreprises. Tous ces constats laissent à penser qu'une nouvelle baisse du taux directeur est possible, le financier Nomura ayant par exemple révisé ses prévisions en anticipant un taux directeur à 1 % début 2026.

## Bangkok Airways renouvelle sa flotte

Bangkok Airways prévoit de commander 20 nouveaux avions plus 10 en option pour moderniser sa flotte et répondre à la hausse du tourisme, notamment liée à la série The White Lotus. Le gouvernement anticipe un nouveau record de 40 millions de touristes internationaux en 2025, contre 35 millions en 2024 et Bangkok Airways constate une hausse de 14 % des réservations anticipées au deuxième trimestre et a un objectif de 4,7 M de passagers en 2025, contre 4,4 M en 2024. Bangkok Airways prépare également un projet de rénovation de 44,4 M USD (1,5 Md THB) pour l'aéroport de Ko Samui, dont la capacité de vols passera de 50 à 73 par jour. Propriétaire de l'aéroport, dont la fréquentation devrait augmenter de 10 à 20 % en 2025, Bangkok Airways prévoit un chantier de 3 ans à partir du deuxième semestre 2025, et continuera à opérer avec un monopole pendant ce temps.

# Philippines

## Recul du déficit budgétaire à 5,7 % du PIB en 2024

Le déficit budgétaire des Philippines a atteint 26,3 Mds USD en 2024, soit 5,7 % du PIB, en baisse par rapport aux 6,2 % de 2023. Cette évolution reflète une hausse des recettes publiques de 15,6 % en g.a. (77,2 Mds USD), un niveau record depuis 1997, portée par une augmentation des recettes fiscales de 10,8 % (66,3 Mds USD) et non fiscales (+56,6 %, 10,8 Mds USD). Parallèlement, les dépenses publiques ont crû de 11,0 % (103,5 Mds USD), soutenues par les investissements en infrastructures dans le cadre du programme Build Better More, qui prévoit un effort d'investissement annuel équivalent à 5 % du PIB. À la fin de 2024, la dette publique s'élevait à 280,7 Md USD, enregistrant une progression de 9,8%, avec une légère hausse du ratio dette/PIB à 60,7% contre 60,2% en 2023. Cette dette demeure toutefois majoritairement détenue nationalement, représentant 68,1% de l'encours total. Les paiements d'intérêts ont également bondi de +21,5 % (13,3 Mds USD).



## **Production électrique dominée par cinq conglomérats, captant 68 % de la capacité installée**

D'après la Commission de Régulation de l'Énergie des Philippines (ERC), le marché de la production électrique est dominé par cinq conglomérats représentant 68 % de la capacité installée. San Miguel Corp. (SMC) détient 22,4 % du marché, suivi d'Aboitiz Equity Ventures (21,8 %), First Gen Corp. (13,2 %), Manila Electric Co. (5,4 %) et Ayala Corp. (5,3 %). À noter que conformément à la loi sur la réforme du secteur électrique (EPIRA), l'ERC impose des plafonds de concentration, limitant la part de marché à 25 % au niveau national et à 30 % au niveau régional afin de prévenir une position dominante et d'assurer une concurrence équitable. Ainsi, la capacité installée maximale, établie à 27 096 MW en 2024 avec des plafonds ajustés par réseau (19 420 MW pour Luzon, 3 384 MW pour Visayas et 4 292 MW pour Mindanao) ne permet à aucun producteur de dépasser 6 774 MW au niveau national, ni franchir les seuils spécifiques par région.

## **Amélioration du marché du travail en janvier**

Le marché du travail a enregistré une amélioration en glissement annuel, avec 2,6 millions d'emplois supplémentaires en janvier, portant le nombre total d'actifs occupés à 48,5 millions. La participation au marché du travail a atteint 63,9 % (+2,8 ppt), soutenue par une hausse de l'emploi des jeunes de 15-24 ans à 31,8% et une baisse du taux de jeunes ni en emploi, ni en formation à 11,7 % (-2 points). L'agriculture et la foresterie a été le principal moteur de l'emploi avec 883 000 nouveaux travailleurs. Les services restent cependant le principal pourvoyeur d'emplois (61,6 %), suivis de l'agriculture (21,1 %) et de l'industrie (17,2 %). Toutefois, la dynamique mensuelle marque un recul avec une diminution du taux de participation à 63,9 % en janvier contre 65,1 % en décembre 2024. Parallèlement, le taux de chômage est en hausse de 1,2 ppt, s'établissant à 4,3 %, et le sous-emploi progresse de 2,4 ppt à 13,3 %.

# **Cambodge**

## **Dettes publiques toujours gérables**

Selon le ministère de l'Économie et des Finances (MEF), la dette publique du Cambodge a atteint à peine plus de 12 Md USD fin 2024, en hausse de 7 % par rapport à la fin de 2023. La dette publique est libellée à 49 % en dollars américains, 18 % en droits de tirage spéciaux du FMI (DTS), 10 % en yens japonais (JPY), 10 % en yuans chinois (CNY), 8 % en euros (EUR) et 5 % dans d'autres devises. La dette extérieure en représente à peu près l'intégralité (11,9 Md USD), soit 25,5 % du PIB. La situation reste donc gérable et le risque de surendettement demeure faible, selon le MEF. En 2024, le gouvernement a par ailleurs signé de nouveaux prêts concessionnels avec ses partenaires au développement, pour un montant total de 1,8 Md USD, soit 81 % du plafond autorisé par la loi. Il est notable qu'aucun de ces prêts n'émanait de la Chine.

## Investissement européen dans le secteur agricole

La Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé une subvention de 15 M EUR au Cambodge pour soutenir le développement économique rural et le commerce des produits agricoles (ASPIRE-AT). Cette subvention complète un prêt de 60 M EUR de la BEI Global et une assistance technique de 4,5 M EUR de l'UE. Le financement total de l'UE s'élève donc à près de 80 M EUR. Ce financement doit aider les agriculteurs cambodgiens à améliorer la production, les capacités de transformation et l'accès aux marchés. Cela passera par le renforcement des compétences techniques, à l'accès aux crédits, à l'appui aux laboratoires agricoles et à une meilleure connectivité rurale et urbaine. Mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, le programme ASPIRE-AT (2023-2027) vise 125 000 ménages et petits exploitants agricoles et 500 entreprises agricoles. Le Fonds international de développement agricole, agence de développement rural des Nations Unies, co-finance ce programme à hauteur de 49 M USD.

## Retour d'abats et de viande congelés importés

La Direction générale des douanes et accises a levé l'interdiction temporaire sur l'importation d'abats et de viande congelés, à compter du 13 mars. La levée de cette interdiction, mise en place il y a un an, a suscité la préoccupation des éleveurs locaux. Ces derniers devraient, selon l'Association cambodgienne de l'élevage, à nouveau faire face à une baisse des prix les rendant incapables de rivaliser avec la viande importée. À cela, s'ajoutent les inquiétudes du grand public concernant les importations illégales de viandes congelées de mauvaise qualité. Pour mémoire, le gouvernement avait décidé de suspendre temporairement les importations des abats et de viande congelée le 12/3/24. Cette mesure visait à soutenir les producteurs locaux et à promouvoir les produits cambodgiens sur le marché. Plusieurs cas de fraudes et d'importation de viande de mauvaise qualité avaient également fait la une de la presse.

# Laos

## Vers l'agroécologie

À l'occasion de leur 45<sup>e</sup> réunion, les ministres de l'Agriculture de l'ASEAN ont lancé, le 17 mars, la politique de transition agroécologique de l'ASEAN. Leur but est de renforcer des systèmes alimentaires soutenables et résilients. La presse laotienne en profite pour mettre en valeur les apports de la coopération française, que ce soit via l'AFD ou le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), au Laos et plus largement à l'ASEAN. Le dernier projet en date ("Agroecology and Safe Food System Transitions (ASSET) in Southeast Asia") est particulièrement mis en valeur. Co-financé par l'UE, l'AFD et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), il porte sur la gestion de la transition agroécologique et des systèmes alimentaires sûrs ; dans la ligne des priorités de l'ASEAN. Plus largement, cela explique pourquoi la France est partenaire de développement de l'ASEAN.

## Réformer pour économiser

Dans le cadre d'une réforme d'ampleur, qui affecte jusqu'à la constitution, le gouvernement vient d'annoncer la fusion de plusieurs ministères. Celui du Plan et de l'investissement rejoint celui de l'Économie et des finances. Celui de l'Énergie et des mines est fusionné dans celui de l'Industrie et du commerce. Celui des Ressources naturelles et de l'environnement est intégré au ministère de l'Agriculture et des forêts, devenant ministère de l'Agriculture et de l'environnement. Enfin, le ministère des Affaires intérieures – la fonction publique pour faire simple – est rattaché au comité de l'organisation et du personnel du comité central du parti communiste révolutionnaire. Le gouvernement laotien comptera désormais 13 ministères. Pour autant, l'impact sur la masse salariale n'est pas connu. Pour mémoire, le Laos compte près de 169 000 fonctionnaires. Ces réformes sont présentées comme devant mieux répondre à la réalité laotienne et aux priorités du Parti ; plus discrètement, comme pouvant permettre de réduire les dépenses de l'Etat, alors que la dette laotienne atteint environ 120 % du PIB.

## Les promesses de l'IA

À l'occasion d'un séminaire organisé par l'UNESCO sur l'IA, sa gouvernance et l'éthique, le ministère de la technologie et des communications a mis en avant tous les bénéfices apportés par l'IA et la numérisation plus généralement. L'UNESCO, à travers sa méthodologie d'évaluation des questions éthiques dans l'IA (RAM), a rappelé l'importance d'établir un cadre réglementaire clair en matière d'utilisation de l'IA. Les questions de protection des libertés individuelles pas plus que de protection de la confidentialité – y compris de la souveraineté du pays – ne semblent avoir été au cœur des débats. Nul doute que la coopération renforcée avec la Chine en matière numérique et d'IA, annoncée lors de la visite cette semaine du ministère laotien des affaires étrangères à Pékin, y contribuera.

# Birmanie

## Maintien de la cible de 33 Md USD d'échanges commerciaux pour l'exercice 2024-2025

Selon le comité de promotion des exportations publiques-privées de la stratégie nationale d'exportation, le commerce extérieur du pays s'élevait à 25,8 Md USD au 12 mars 2025, soit 78 % de l'objectif national de 33 Md USD mentionné dans la loi et qui serait maintenu. La loi prévoyait un léger excédent commercial de 400 M USD, avec des exportations attendues à 16,7 Mds USD et des importations à 16,3 Mds USD pour l'exercice 2024-2025 (avril 24 – mars 25). Le comité vise à adapter les projections à la situation actuelle dans le cadre de l'élaboration de la prochaine stratégie nationale d'exportation quinquennale (2026-2030).

## **Des concessions minières offertes par la junte à la Russie dans les territoires tenus par la résistance**

Lors du forum économique Birmanie-Russie à Moscou le 5 mars, le chef de la junte a offert les concessions minières aux entrepreneurs russes dans des zones contrôlées par des organisations ethniques armées : armée de libération nationale Ta'ang (TNLA) à Mogok, région de Mandalay, pour les mines de pierres précieuses de grande valeur, et l'armée de l'indépendance Kachin (KIA) et le gouvernement parallèle (NUG) dans l'Etat Kachin pour les jades. Des compagnies chinoises opèrent déjà des mines, notamment de terres rares, dans des zones contrôlées par les armées ethniques, aux cantons de Pang War et Chipwi dans l'Etat Kachin au nord-ouest du pays, mais non sans difficulté : certaines ont dû interrompre leurs opérations après la prise par la KIA en octobre dernier et d'autres seraient en passe de fermer leurs mines d'ici fin mars 2025 après avoir refusé de payer une taxe minière de 20 % imposée par la KIA. Ces mines de terres rares exportaient 75 % de leur production vers la Chine. Selon l'ONG Global Witness (mai 2024), il existerait dans la région plus de 300 sites miniers de terres rares, en augmentation de 40 % depuis le coup de février 2021. La Birmanie serait le 3<sup>e</sup> plus grand producteur de terres rares après la Chine et les Etats-Unis.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr](mailto:matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)